



La prochaine guerre n'attend que son prétexte

Par [Pierre Dubuc](#)

Mondialisation.ca, 12 octobre 2006

L'aut'journal no 253 12 octobre 2006

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Dans son édition du mois d'octobre, le magazine américain Harper's publie un éditorial dans lequel Daniel Ellsberg appelle à la désobéissance civile pour prévenir la guerre en préparation au sein de l'administration américaine contre l'Iran.

Daniel Ellsberg est cet ancien analyste militaire américain qui a provoqué une crise nationale aux États-Unis en 1971 en publiant dans le New York Times les Papiers du Pentagone dans lesquels on trouvait un compte-rendu de la planification des activités militaires du gouvernement américain pour la guerre du Viêt Nam. Leur publication a entraîné la chute de l'appui populaire à la guerre. Ellsberg fut poursuivi pour vol, conspiration et espionnage.

Il raconte dans le magazine Harper's le regret qui l'a tenaillé pendant de longues années de ne pas avoir rendu publics ces documents dès 1964. Le sénat votait alors la résolution sur le Golfe du Tonkin qui allait précipiter l'engagement militaire des États-Unis contre le Viêt Nam. Un des deux seuls sénateurs à avoir voté contre la résolution, le sénateur Wayne Morse, a raconté vingt-cinq plus tard à Ellsberg que le congrès aurait pu voter autrement, s'il avait pris connaissance des Papiers du Pentagone.

Le tout premier Papier du Pentagone, publié dans le New York Times du 13 juin 1971, révélait que l'incident du Golfe du Tonkin était une tromperie, les États-Unis ayant accusé faussement le Nord-Viêt Nam d'avoir attaqué deux destroyers américains.

Daniel Ellsberg trace un parallèle entre cette situation et celle relatée par Richard Clarke dans *Against All Enemies*. Dans ce livre, Richard Clarke, chef du contre-terrorisme dans l'administration de George W. Bush et conseiller de trois présidents antérieurement, raconte que, dès le 12 septembre 2001, soit le lendemain des attentats terroristes, il découvrait avec stupeur Bush, Rumsfeld et d'autres conseillers du président en train de discuter d'une attaque contre l'Irak.

Clark raconte qu'il rappela alors à Bush et Rumsfeld que l'Irak n'était pour rien dans les attentats du 11 septembre et que le pays de Saddam Hussein n'avait pas de relations avec les auteurs de l'attentat, soit Al-qaïda. L'après-midi de ce même 12 septembre, il déclare au secrétaire d'État Colin Powell : « Bombarder l'Irak – comme Rumsfeld nous y incite prestement – après avoir été attaqué par Al-qaïda, c'est comme si nous avions envahi le Mexique après l'attaque japonaise contre Pearl Harbour. »

Daniel Ellsberg se demande quel aurait été l'effet de la publication du livre de Richard Clarke relatant ces événements au début de 2002 plutôt qu'en 2004 ? Ces révélations auraient-elle pu prévenir la guerre ? La situation est d'autant plus ironique que Clarke a

déclaré en 2004 au magazine Vanity Fair qu'il s'était engagé dans les services de la sécurité nationale en 1973 précisément pour « empêcher la répétition d'une catastrophe comme celle du Viêt Nam ».

« Aujourd'hui, écrit Ellsberg, nous faisons face à une crise similaire à celles de 1964 et 2002 ». Pour appuyer ses dires, il cite les articles du journaliste Seymour Hersh, parus dans la revue New Yorker, qui démontre, au terme d'une série d'entrevues réalisées auprès de hauts dirigeants de l'administration Bush et de l'état-major américain, que l'obsession véritable de l'entourage du président est non pas l'Irak, mais l'Iran.

« C'est une guerre contre le terrorisme, résumait sous le sceau de l'anonymat l'une de ses sources à Hersh, dans laquelle l'Irak ne constitue qu'une campagne. L'administration Bush l'envisage comme une vaste zone de guerre. La prochaine campagne sera l'Iran. »

Daniel Ellsberg cite également les propos de Philip Giraldi, un ancien officier de la CIA, rapportés dans The American Conservative, selon lesquels le bureau du vice-président Dick Cheney a dirigé la mise sur pied d'un plan d'urgence pour « un assaut aérien de grande portée contre l'Iran avec l'utilisation d'armes conventionnelles et d'armes nucléaires tactiques ». Selon Giraldi « plusieurs hauts gradés de l'Armée de l'air » engagés dans la planification des opérations étaient « consternés devant les implications de ce qu'ils faisaient - soit préparer une attaque nucléaire préventive contre l'Iran - mais personne n'était prêt à risquer sa carrière en soulevant des objections. »

Ellsberg implore ceux qui, au sein de l'administration américaine, sont au fait de ces préparatifs, ceux qui possèdent des documents pour appuyer leurs dires, à les rendre publics dès maintenant, AVANT le déclenchement de la guerre.

Cet appel à la désobéissance civile pourrait également s'appliquer aux fonctionnaires et aux responsables militaires canadiens au courant de tels préparatifs. Déjà, le premier ministre Stephen Harper a laissé entendre, lors de son discours devant l'Economic Club et en d'autres occasions, que le Canada appuierait sans réserve les initiatives de l'administration Bush contre l'Iran. Le renforcement de la présence militaire canadienne en Afghanistan, un pays limitrophe de l'Iran, n'est pas étrangère à ces plans guerriers.

Une écoute et une lecture attentives des médias nous montrent qu'on est déjà en train de préparer l'opinion publique à une telle guerre. Lors de l'émission Y va y avoir du sport de Marie-France Bazzo qui portait sur le pacifisme du peuple québécois (16 septembre), le sociologue de droite « chouchou » des médias Mathieu Bock-Côté reprenait quasiment mot pour mot le discours bushien sur l'islamo-fascisme et invoquait l'exemple chéri de tous les va-t'en-guerre, soit la politique d'apaisement des grandes puissances devant l'Allemagne hitlérienne à Munich en 1938.

Dans le Devoir du 23 septembre, le chroniqueur Gil Courtemanche signe un papier intitulé « L'Iran, maître du jeu » qui présente le gouvernement de Téhéran et son programme nucléaire comme se trouvant « au cœur de toutes les crises dans la région, l'Irak, le Liban, Israël, le prix du pétrole, le terrorisme ». Son président, Ahmadinejad est décrit par Courtemanche - qui, rappelons-le, appuie la mission canadienne en Afghanistan - comme « le fanatique président iranien » qui possède « toutes les cartes pour mener le terrible poker qui se joue dans la région. »

Israël et les États-Unis sont présentés comme des valeurs négligeables et l'Iran comme la

seule superpuissance de la région. Pourtant, dans les faits, contrairement à Israël et aux États-Unis, l'Iran n'a envahi et n'occupe le territoire d'aucun pays de la région et ce sont Israël et les États-Unis qui détiennent des armes nucléaires.

Lors de la Guerre du Golfe de 1990 et l'invasion récente de l'Irak, les dirigeants américains et les médias ont diabolisé Saddam Hussein en le qualifiant de nouvel Hitler et présenté l'Irak comme une menace militaire digne du IIIe Reich. Les faits ont démontré que cela n'était que foutaise.

Il en va de même aujourd'hui. Dans sa confrontation militaire avec l'Irak (1980-1988), l'Iran a été incapable de vaincre de façon décisive les armées de Saddam Hussein qui l'avait attaqué avec la bénédiction américaine. Comment croire aujourd'hui que l'Iran représenterait une telle menace dans la région?

« La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », écrivait le grand stratège militaire Clausewitz et la politique qui nous mène aujourd'hui vers la guerre, sous le fallacieux prétexte de lutte contre le terrorisme, est la politique de domination du Moyen-Orient et de l'Asie centrale par les États-Unis et ses alliés pour contrôler les champs pétrolifères et les oléoducs.

Ce sont ces enjeux qu'il faut mettre en lumière, tout en refusant de se laisser aveugler par la campagne anti-islamique menée tambour battant par les gouvernements, les médias et le Vatican.

Pierre Dubuc est éditeur et rédacteur en chef de [L'aut'journal](#).

La source originale de cet article est L'aut'journal no 253
Copyright © [Pierre Dubuc](#), L'aut'journal no 253, 2006

Articles Par : [Pierre Dubuc](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca